

06 fév 2004 -16:00

Conseil des Ministres du 6 février 2004

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 6 février 2004, à partir de 11h00, sous la présidence du Premier Ministre Guy Verhofstadt.

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 6 février 2004, à partir de 11h00, sous la présidence du Premier Ministre Guy Verhofstadt.

Le Premier Ministre a mis l'accent sur la convention du Gouvernement concernant la décision prise lors du Conseil des Ministres extraordinaire de Gembloux sur la gestion active du marché du travail et du système de chômage. Cette approche s'inscrit dans le principe que le droit aux allocations de chômage fait pendant à l'obligation de disponibilité sur le marché du travail et à la possibilité d'un contrôle. C'est une approche par phases qui est mise au point. Le Ministre de l'Emploi a rencontré à ce propos les interlocuteurs sociaux. Il doit encore se mettre d'accord avec les ministres régionaux concernés. Le Premier Ministre espère qu'un accord interviendra avec les Régions le plus rapidement possible afin que le nouveau système puisse être mis en place pour le début de l'année prochaine. Guy Verhofstadt a aussi attiré l'attention sur un avant-projet de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, en ce qui concerne le montant des frais de restaurant qui constituent des frais professionnels non déductibles (communiqué 19). Le Ministre des Finances va entamer des discussions avec ses homologues européens afin d'arriver à un règlement équilibré. Guy Verhofstadt a encore annoncé un Conseil spécial le 11 février afin d'activer la traduction en droit interne des directives européennes. Le Conseil des Ministres a également approuvé :- la composition des conférences interministérielles (communiqué 2) ;- un projet d'arrêté royal portant modification de diverses dispositions réglementaires relatives aux mesures de compétences (communiqué 4) ;- un projet d'arrêté royal relatif à la pondération des fonctions de management et d'encadrement dans les services publics fédéraux et fixant le traitement y afférent (communiqué 5) ;- un projet d'arrêté royal portant modification de l'arrêté royal relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel des organismes d'intérêt public et des entreprises publiques autonomes, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail (communiqué 6) ;- le dossier d'achat relatif à la reconduction, pour 2004, du contrat pour la mise à disposition de personnel spécialisé en informatique et en télécommunications au profit de la police fédérale (communiqué 7) ;- un projet d'arrêté royal portant démission et nomination d'un membre du Comité scientifique sur le budget économique de l'Institut des comptes nationaux (communiqué 8) ;- un projet d'arrêté royal calculant et répartissant, pour l'année 2003, le crédit spécial en faveur des communes sur le territoire desquelles se trouvent des propriétés immunisées du précompte immobilier (communiqué 9) ;- des mesures concernant la gestion durable de la mer du Nord, y compris la délimitation des zones en ce qui concerne l'exploration et l'exploitation du sable et du gravier de mer et la production offshore de l'électricité (communiqué 10) ;- la libération de la première tranche de 25 % des crédits d'engagement relatifs au programme fédéral des investissements publics, pour les départements et pour la Régie des Bâtiments (communiqué 11) ;- le financement pour 2003 et 2004 des projets e-government de la sécurité sociale (communiqué 12) ;- l'état de la situation en ce qui concerne la peste aviaire (communiqué 13) ;- les projets de cahiers spéciaux des charges pour la réalisation des tests EST au sein des laboratoires de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire (AFSCA) (communiqué 14) ;- un avant-projet de loi transposant la directive " épargne " (communiqué 15) ;- un avant-projet de loi adaptant, en matière d'épargne pension, le Code des impôts sur les revenus 1992 (communiqué 16) ;- un avant-projet de loi modifiant l'article 22-4 de la loi générale sur les douanes et accises et abrogeant certaines dispositions légales en matière de garantie à fournir dans le cadre des entrepôts douaniers, du perfectionnement actif (système de la suspension) et de la transformation sous douane (communiqué 17) ;- un avant-projet de loi

modifiant le Code des droits de succession, conformément à l'avis motivé n°2001/4881 de la Commission européenne (communiqué 18) ;- les marchés publics nécessaires au déménagement du site central du SPF Finances, y compris certaines procédures négociées (communiqué 20) ;- le principe général de répartition, entre la Régie des Bâtiments et les SPF occupants, des frais de première installation dans les bâtiments loués (communiqué 21) ;- un appel d'offres général en vue d'obtenir le tarif le plus avantageux, pour la fourniture d'électricité aux bâtiments gérés et loués par elle en Région flamande (communiqué 22) ;- un avant-projet de loi relatif aux activités de lancement, d'opération de vol et de guidage d'objets spatiaux (communiqué 23) ;- un projet d'arrêté royal interdisant de fournir certains services au Libéria (communiqué 24) ;- un nouveau projet de recherche scientifique belge dans les régions polaires (communiqué 25) ;- le financement, sur le budget 2004 du SPF Affaires étrangères, des initiatives en matière de diplomatie préventive, d'aide aux populations victimes de conflits, de respect des droits de l'homme et de consolidation de l'état de droit (communiqué 26) ;- un avant-projet de loi portant assentiment à l'accord relatif à la participation des Républiques tchèque, d'Estonie, de Chypre, de Lettonie, de Lituanie, de Hongrie, de Malte, de Pologne, de Slovénie et de slovaque à l'Espace économique européen et de quatre accords connexes (communiqué 27) ;- la désignation de Monsieur Steve Dubois comme négociateur pour les autorités fédérales (gouvernement, BIAC, Belgocontrol, ...) dans le dossier DHL (communiqué divers).

SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale
Communication externe
Rue de la Loi 16
1000 Bruxelles
Belgique
+32 2 501 02 11
<https://chancellerie.belgium.be>

Christophe Springael
Service Rédaction (FR)
+32 2 287 41 92
+32 477 59 14 37
christophe.springael@premier.fed.be

Thomas Ferri
Service Rédaction (NL)
+32 2 287 41 42
+32 471 67 07 73
thomas.ferri@premier.fed.be